

37. REFLEXIONS ET DISGRESSIONS DE L'AN 2008

Le texte ci-dessous constituait l'introduction du recueil de textes que j'avais réunis et auto-édités sous le titre « 30 ans aux fourneaux de Clio », par référence à l'année de publication de mon premier volume, en 1978. Il m'a semblé que je pouvais reproduire ici ces réflexions dix ans plus tard, mes idées n'ayant pas fondamentalement évolué depuis (elles furent confirmées, au contraire je pense, par ma décision de quitter le PS en 2009, mon ralliement à Ecolo en 2012, ma rupture avec la politique après les élections communales d'octobre 2018).

En mai 2006 disparaissait Jean-François Revel, dénonciateur obstiné et rafraîchissant de l'obsession antiaméricaine et de la tentation totalitaire, dont j'avais lu à quinze ans *Ni Marx ni Jésus* en 1970 et tous les autres ouvrages depuis. Selon la belle expression de Simon Leys, « sa puissante intelligence et son intégrité formaient un seul bloc, sans faille », à l'instar à mes yeux, dans un autre registre, d'un François Perin lorsque, entre autres gestes de rupture, celui-ci eut l'honnêteté de démissionner du Sénat le 21 mars 1980, parce qu'il ne croyait déjà plus (comme moi depuis) à l'avenir de l'Etat belge, choisissant alors de « reprendre en conséquence et en solitaire le chemin difficile des vérités insupportables ». Revel, mais aussi Jean-François Kahn et Claude Javeau dans le registre des observateurs engagés. Perin, mais également Guy Spitaels, qui m'honore de son estime, Paul-Henri Gendebien, pour son opiniâtreté, Jean-Maurice Dehousse et feu Jean-Guy, pour leur cohérence, dans le microcosme politique wallon d'hier. Luc Pire et Jacky Morael, deux fameux bâtisseurs (quinquagénaires eux aussi) croisés sur ma route. Olympe de Gouges, Victor Serge, Kropotkine et Makhno, parmi les belles figures révolutionnaires. Daens, De Paepe, Volders et Georges Truffaut dans l'histoire belge. De Gaulle et Churchill parmi les rares hommes d'Etat de stature internationale. Rayon arts et lettres, Brel et Ferré, « qu'on écoutait comme on s'accroche à des bouées », ainsi que le chantait Herbert Pagani ; Lavilliers pour ses révoltes ensoleillées; Aragon pour sa poésie ; Hugo et Zola pour leur puissance ; Dali pour son génie ; Szymkowicz pour sa violence. Don Quichotte et Cyrano de Bergerac enfin, parmi les mythes surhumains. Voilà, jetés au passage, quelques-uns de ceux qui peuplent actuellement, en dehors des amis et de rares Verviétois que je ne citerai pas, mon baroque petit Panthéon personnel.

Revenons-en à Revel après cette première digression. Dans ses mémoires parues en 1997 (*Le voleur dans la maison vide*), celui-ci expliquait qu'à cinquante-trois ans, il lui était devenu clair que les piliers de sa vie ne changeraient plus : « Chacun atteint tôt ou plus tard un moment de la vie où il se rend compte soudain que demain est arrivé. Sauf catastrophe, guerre, révolution, accident grave, crise dévastatrice ou folie irréparable, un matin se lève où l'on sait que plus rien de cardinal ne modifiera désormais l'architecture générale d'une destinée dont les traits d'ensemble se sont mis en place, sans retour et sans perspective d'addition, du moins essentielle. Jusqu'à un âge plus ou moins éloigné de la naissance et de la mort, suivant les individus et leur manière propre d'organiser ou de désorganiser leurs étapes sur le chemin de la vie, comme dit Kierkegaard, ou suivant le poids de la contrainte infligée par la nécessité, un être humain peut garder le sentiment que demeurent possibles une altération des bases mêmes de son existence, une réorientation de tout son itinéraire. Après l'instant où s'est rétrécie la liberté, le dernier lendemain est arrivé, il est devenu un aujourd'hui, et aucune régénération ne peut plus extraire un nouvel homme de l'ancien ».

C'est dans cet état d'esprit amer empreint de lucidité que j'ai commencé voici deux ans à songer à publier ce recueil d'articles durant l'année, précisément, de mes cinquante-trois ans, qui coïncidait avec le trentième anniversaire de la parution de mon premier livre, en 1978. Les disparitions successives de quatre proches brusquement vaincus par la maladie à l'entame de la cinquantaine m'ont incité à ne pas reporter ce projet : décédé en décembre 2006 à cinquante et un ans, mon ami Jean-Marc Fonsny dit « Alphonse », père de mon filleul Cédric, était depuis peu le responsable technique des Musées de l'ancienne abbaye de Stavelot que je présidais alors ; mon collègue Gilles Nourissier, directeur de l'Ecole l'Avignon (centre de formation aux métiers du patrimoine et partenaire de la Paix-Dieu), mourut en mai 2007 à l'âge de cinquante-trois ans, six mois après une conférence que nous donnâmes en commun au Salon du Patrimoine à Paris ; Karin Tossaint, compagne de mon ancien adjoint au Cabinet du Budget Jacques Dehalu, succomba en décembre suivant, la veille de ses 52 ans ; enfin le libraire verviétois et créateur courageux des éditions Nostalgia, Michel Meyer, devenu bibliothécaire, disparut fin juin 2008 à cinquante-quatre ans. Parce qu'ils m'étaient plus proches et qu'ils resteront moins connus que les médiatiques Pierre Rapsat, Fred Chichin, Philippe Joachim ou Philippe Luthers, eux aussi fauchés trop tôt ces dernières années, j'ai voulu dédier cet ouvrage à leur souvenir, tout en espérant bien pouvoir, pour ma part, publier un second volume du genre dans trois autres décennies...

En attendant, pour épargner cet exercice à mes filles et à leurs grands frère et sœur, comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, j'ai voulu réunir ici, en totale liberté, grâce au reliquat de l'édition de 1906 mais à nouveau à mes risques financiers, la majeure partie des articles, notices diverses, préfaces, etc., que j'ai dispersés depuis trente ans au fur et à mesure des engagements ou des sollicitations, parallèlement aux livres que j'ai pu publier, dans ce même laps de temps, en marge bien souvent d'un parcours professionnel qui n'aura rien eu jusqu'ici, et c'est finalement heureux, du long fleuve tranquille d'une carrière académique. C'est que, après avoir décroché mon diplôme d'historien en 1977 et avoir obtenu, par mon professeur feu Robert Demoulin, trois années de chercheur à mi-temps puis vingt mois comme bibliothécaire au titre de service civil, force me fut de constater que je n'avais ni le sexe, ni la filiation, ni l'appartenance philosophique souhaitables pour pouvoir poursuivre une carrière à l'Université de Liège.

Il fallut donc bien vivre, et la suite fut plus chaotique : à Bruxelles, après six mois de chômage, ce furent un an aux éditions « Vie Ouvrière » (dans la constellation du MOC) puis deux autres à « Mémoire ouvrière » (une antenne du PS) comme historien ; ensuite bifurcation pour cinq années comme conseiller politique dans l'équipe de Guy Spitaels ; nouveaux tournants encore dans les années '90 pour des allers-retours entre la direction du TEC Liège et celle du cabinet ministériel de Robert Collignon ; enfin vinrent la création, la direction et l'expansion de l'IPW à partir de l'été 1999. Et tout au long de ces décennies, l'effort de poursuivre parallèlement des recherches historiques et la

réalisation de quatorze ouvrages seul ou sous ma direction, tout en déplorant le manque de dynamisme de certains parmi ceux payés par la collectivité pour faire de même dans leurs tours d'ivoire universitaires.

A celles et ceux qui, ces dernières années surtout, s'étonnaient de me voir assurer cette production historique parallèlement à la gestion de l'organisme public qui m'était confié, j'ai toujours fait observer que, mis à part la présidence de l'Eau d'Heure puis un poste d'expert pour l'identité wallonne auprès de la Présidence de la Région, je n'ai jamais cumulé mon travail de haut fonctionnaire avec quelque autre obligation rémunérée que ce soit. M'y consacrant (plus qu') à temps plein, au contraire de certains collègues qui sont par ailleurs mandataires locaux, administrateurs dans des paracommunales, commissaires dans des pararégionales, etc., il me reste assez de loisirs pour me consacrer à ma passion première puisque je ne dois pas me multiplier entre plusieurs fonctions censées chacune être exercées parfois à temps plein ou presque.

A cet égard, indépendamment des grandes qualités de la plupart des femmes et hommes politiques que je fréquente à mon niveau dans chaque parti démocratique, et notamment celles de mes Ministres de tutelle successifs, le cumul des fonctions publiques et des mandats électifs, avec les rémunérations y afférentes sans qu'on puisse y consacrer l'investissement normalement lié à ces rémunérations, pratique quasi générale en Wallonie, est probablement une des tares les plus choquantes de notre système politique, encore plus depuis la revalorisation importante des mandats communaux. Y compris dans les générations montantes, rares sont les échevins ou bourgmestres, pourtant désormais payés par la collectivité pour exercer pleinement leur mandat, qui ne cumulent pas celui-ci avec une autre profession – le plus souvent publique elle aussi d'ailleurs – sans que cela trouble encore grand monde dans notre régime anesthésié.

En France, le professeur de droit et ancien député européen Olivier Duhamel plaidait encore dans *Le Monde* 2 en septembre 2008 pour « l'interdiction du cumul des mandats, à tout le moins de ceux de député et membre d'un exécutif local. Ce cumul nuit au travail parlementaire et favorise le présidentialisme local, autrement dit deux vices qui altèrent la santé démocratique aux échelons national, régional, départemental, intercommunal, municipal - cela fait beaucoup. Les citoyens rejettent le cumul, mais la plupart des élus l'adorent, à droite comme à gauche. D'où la difficulté d'y remédier ».

A mes yeux, un des grands échecs de l'autonomie régionale wallonne aura été d'avoir permis – autant qu'en Flandre, à Bruxelles ou en France d'ailleurs – voire rendu indispensable au système la persistance de cette confusion quasi généralisée entre fonctions régionales et locales, avec pour conséquences le sous-régionalisme exacerbé gangrenant depuis trente ans quasi tous les dossiers, ainsi que l'absentéisme parlementaire poussé à son paroxysme. Plus récemment, le népotisme croissant dans l'obtention des fonctions électives voire ministérielles, l'inflation de ces dernières et les critères de choix parfois douteux pour désigner les titulaires de celles-ci - concession obligée aux effets pervers de la démocratie à l'heure d'une dépolitisation et d'un abêtissement télévisuel organisés - sont aussi des éléments qui ont desservi le milieu politique wallon (comme dans d'autres régions voisines encore). On peut d'autant plus le déplorer que, dans le même temps, ce dernier est parvenu (malgré le pénible rouleau compresseur flamand que les Munich francophones successifs n'ont jamais satisfait) à engager la Wallonie sur la voie de la modernisation et du redressement et à la sortir de l'ornière où l'avait plongé le désintérêt coupable de l'Etat central dans les années '60, '70 et même '80.

Empli de ces constats amers, il m'a fallu parfois de grands efforts intérieurs, dans chacune de mes fonctions successives, pour supporter sans (trop d') irritation apparente les faits du prince, les jugements à l'emporte-pièce ou les critiques déplacées de décideurs ou de censeurs de bonne foi mais incompétents parce qu'insuffisamment informés, faute d'en prendre le temps. A l'été 2008, une polémique initiée autour de l'Institut du Patrimoine dans la presse puis au Parlement wallon en fut encore une belle illustration. C'est le prix du service dans la Fonction publique. En pareilles circonstances, je tente de me souvenir de cette belle phrase gravée sur le gisant de Pierre Jeannin (1540-1623) dans la cathédrale d'Autun, à propos de la Saint-Barthélemy : « Quand le Prince se fâche, il faut lui obéir lentement ». Mon adjoint à la tête de l'Institut du Patrimoine de 1999 à 2001, Jean-Pol Van Reybroeck, m'en signala jadis l'existence.

Provisoirement dernière étape d'un itinéraire professionnel un brin chahuté – et je ne parle pas de ma vie privée avant ces vingt dernières années – la création et la direction de l'Institut du Patrimoine m'auront permis, elles, de vérifier l'adage selon lequel si vous entamez et a fortiori réussissez une entreprise, vous avez contre vous tous ceux qui auraient fait le contraire, tous ceux qui auraient fait la même chose mais autrement et surtout l'immense majorité de ceux qui ne font jamais rien. Quand ce n'est pas, tout simplement, les poux que des jaloux cherchent dans vos dossiers ou dans vos écrits à défaut de pouvoir les contrer, ou plus nettement encore les sarcasmes imbéciles : « le besoin de tout rabaisser à son misérable niveau, de souiller, moquer, et dégrader tout ce qui la dépasse est probablement l'un des traits les plus désolants de la nature humaine », constatait voici peu Simon Leys – par ailleurs lui-même victime, via ses fils, des absurdités ubuesques de la bureaucratie administrative lorsqu'elle se situe aux antipodes de l'esprit quand elle ne fait pas corps contre lui. Ces obstacles, que j'ai subis moi aussi, s'ajoutent à ce qu'il faut bien appeler la solitude du Chef, en dépit de toutes les qualités de ses proches adjoints comme ce fut toujours ma chance depuis plus de quinze ans.

Mes parents me rapportaient voici peu à ce propos cette observation piquante de Winston Churchill : « Certains considèrent le chef d'entreprise comme un loup à abattre, d'autres pensent que c'est une vache que l'on peut traire sans arrêt, peu voient en lui le cheval qui tire le char ». De faux amis, de vrais ennemis ou des collaborateurs anonymes ont parfois dénoncé un excès d'autoritarisme de ma part dans l'exercice de mes fonctions dirigeantes, et ce depuis le début des années '90 déjà. Je dirai que j'essaie de mettre en pratique cette théorie imagée du grand président américain Théodore Roosevelt : « Ne frappe pas, tant que tu fais tout ce qu'il est honorable de faire pour l'éviter. Ensuite, si tu dois frapper, frappe fort ». Une autre maxime qui me guide depuis le début des années '90 est cette réflexion du Ministre d'Etat libéral Robert Henson : « Celui qui s'est laissé porter au sommet des grands emplois doit savoir qu'il portera le destin de l'institution et assumera tout ce qui sera fait ou ne sera pas fait sous son égide. Il doit savoir aussi que, lorsqu'un grand échec surgit dans la sphère de sa compétence, même si de bonne foi il se sent innocent, il devra quand même en supporter le poids. »

En ce qui concerne le point le plus surprenant de ce parcours professionnel, je tiens à préciser que j'ai intégré le groupe TEC lors de sa constitution dans la foulée de la régionalisation du secteur, décidée en '88 et entamée l'année suivante. Souhaitant retravailler en région liégeoise, je fus le dernier employé engagé par la défunte STIL, fin 1990, en vue de devenir début '91 le directeur administratif de la société SELV, future TEC Liège-Verviers, qui fusionnait la STIL, la STIV et le groupe liégeois de la SNCV. Trois sociétés, donc trois cultures d'entreprise à marier et, pour le directeur administratif particulièrement, trois statuts du personnel à tenter d'harmoniser dans les limites fixées par la SRWT et Jean-Claude Phlypo. De là le choix – discutable, j'en conviens - d'un « parachuté » extérieur au secteur, susceptible de porter un regard neuf sur celui-ci, heureusement avec l'aide d'un président délicieux, Hector Magotte, et surtout d'une dizaine d'adjoints dont plusieurs semblèrent regretter mon départ, un an plus tard, pour la direction du cabinet de Robert Collignon.

Je devins directeur général du TEC Liège-Verviers début '95 à la faveur d'une restructuration et le restai un peu plus de trois ans avant d'être mis en congé, à ma demande, voici dix ans. Usé par les conflits, j'avais souhaité rejoindre le cabinet de mon ancien Ministre en avril '98 puis je devais choisir de prendre la tête en juin 1999, pour un ou plusieurs mandats, de l'Institut du Patrimoine. Durant mes quarante mois à la tête de la société, j'ai pu éprouver l'énorme difficulté du dialogue social dans le secteur : d'une part l'opiniâtreté et la fermeté de délégués syndicaux par ailleurs loyaux (qu'il me soit permis de saluer au passage la mémoire d'André Degué), mais à mes yeux trop peu soucieux des difficultés imposées aux usagers sans défense de ce service public ; d'autre part les pressions de tout genre sur la direction du TEC, en cas de conflit surgissant sur le terrain (pour combien d'évités en coulisses au quotidien !), afin que tout soit fait pour mettre un terme au plus vite à celui-ci sans se soucier des effets pervers dévastateurs sur le long terme de ces compromis souvent boiteux et fréquemment coûteux, comme ces vingt dernières années l'ont montré.

Tout en risquant d'y laisser ma vie en octobre 1996 des suites d'un grave accident de santé dû principalement à ce stress continu dont nul n'a idée en dehors du secteur, j'ai pourtant apprécié ces années de direction d'une grande entreprise qu'il ne me déplairait pas si besoin de devoir réintégrer car, avec ses 1600 agents et son budget de 108 millions d'euros (plus que la Ville de Verviers), elle assure pour un million de citoyens un service public fondamental dans des conditions d'indifférence (en matière de trafic notamment) voire de violence (d'une minorité de voyageurs) indéniables. J'ai pu aussi, avec l'aide de cadres de grande qualité, contribuer alors à quelques dossiers importants, outre la mise en œuvre d'un vaste plan d'économies dit de redéploiement: l'introduction du triple articulé sur la ligne 48, le déménagement de la maison du TEC lors de l'achèvement de la place Saint-Lambert à Liège, la création d'une maison du TEC ainsi que de deux sites propres pour bus (Crapaurue et place de la Gare) à Verviers, le remboursement (jusque là inexistant) des abonnés en cas de grève, l'ouverture des dépôts du TEC vers l'extérieur à l'occasion de journées « Portes ouvertes », la reprise du Musée des Transports en commun par la Région, l'organisation d'un colloque international à Liège dans le cadre du 125ème anniversaire des transports en commun liégeois où, déjà, on tentait de reparler du tram.

Mes années dans ce qu'il faut bien appeler le « camp patronal » à la tête de la direction administrative puis générale du TEC d'abord, de l'Institut du Patrimoine ensuite, ne m'ont pas empêché de continuer à répondre aux sollicitations de mes amis de la FGTV verviétoise par fidélité au souvenir de mes premiers engagements autant que par convictions personnelles, celles-ci rejoignant parfaitement par exemple celles d'un Jean-Claude Vandermeeren tant sur le plan social que wallon. Mais, pourquoi le PS, au-delà de mes origines modestes dans le quartier Six Cents Fabriques et de mes sentiments de gauche que mes amis savent sincères et d'ailleurs souvent déçus ? Spectateur impuissant des premières vexations linguistiques subies par mon père au début des années '60 lors des vacances à la côte, lecteur régulier du défunt *Pourquoi Pas ?* dès l'âge de 12 ans (on était en 1967) et voisin des Fourons, je me suis toujours senti extrêmement proche alors du combat de Jacques Yerna (qui préfaça voici dix ans la réédition de mon étude sur *Les Wallons et la réforme de l'Etat*), de François Perin et du Rassemblement wallon, comme du FDF à Bruxelles, quand la ferveur fédéraliste de l'aile francophone du PSB était fortement à l'éclipse ainsi que ce fut encore le cas dans les années '70.

Le RW avait explosé quand je voulus quitter les limbes des militances dispersées et j'ai rejoint le PS après l'accession de Guy Spitaels à la présidence en 1981 et sa fameuse phrase face à Tindemans lors d'un débat télévisé, lorsqu'il se demandait « si ce ne serait pas mieux que chacun soit maître chez soi ». C'était l'époque où des ténors de l'ancien RW, Yves de Wasseige à Charleroi, Jean Mottard à Liège, Jean-Marie Happart à Verviers, formaient pour les élections législatives de novembre '81 des cartels avec le PS sous l'étiquette RPW (Rassemblement populaire wallon). Ce furent, peu après, le ralliement de José Happart au PS et celui du PS au fédéralisme « radical ». Je suis toujours resté personnellement dans cette logique, et donc parfaitement à l'aise – mis à part le compromis fouronnais de '88 – avec Spitaels puis Collignon et même Busquin dans les années '90. Ce fut moins le cas ensuite, et, à l'instar d'un Jean-Maurice Dehousse, j'ai souvent fait savoir autour de moi ce qui m'a déplu dans le retour en force d'un belgicisme incongru doublé d'un monarchisme déplacé – car bien au-delà du respect légitime dû à la fonction du Chef de l'Etat.

Il n'y eut pas de rupture totale de ma part pour autant, car les convictions restaient intactes. Qu'il me soit permis de citer à ce sujet Régis Debray (dans *Loués soient nos seigneurs*, que m'offrit jadis Danielle Sarlet): « On ne résiste jamais assez au présent. Mais comme il est physiologiquement impossible de résister à tout son présent, et que personne ne peut faire sécession de A à Z, la vraie question est de choisir à bon escient ses zones de dissidence (...) C'est peut-être en conservant certaines adhésions (provisoirement) injustifiées qu'on a libéré en soi la force d'en renverser d'autres ». Plus prosaïquement, Pierre Assouline écrit dans son roman *Lutecia* : « l'honneur commande des réflexes, la conscience des échappatoires ». Chez moi comme chez d'autres, admettons qu'il y eut de cela aussi...

Autre sujet d'étonnement chez certains au vu de mes convictions franchement voltairiennes, voire de ma carrière aux yeux des plus médisants : je n'étais pas et ne suis pas franc-maçon pour autant, ayant *choisi* de rester à l'écart de cette société comme de tout autre courant de pensée organisé d'ailleurs, qu'il soit laïc ou *a fortiori* religieux. J'ai en effet été approché – et non l'inverse – en janvier 1998, à l'issue d'une interview autour de mon livre sur *Pierre Fluche*, pour intégrer la maçonnerie et la proposition m'avait sur le moment enthousiasmé (autrement que celle d'entrer au Rotary qui me fut faite aussi à la même époque...) car l'Homme a toujours besoin de ne pas se sentir seul sur une route surtout si elle est atypique. Mais, peut-être suite à de malheureux concours de circonstances, je dus déchanter.

D'abord lorsque quelques semaines plus tard en Ardenne, en présence de mon épouse, on me fit savoir que la présence de celle-ci et donc de mes filles dans l'enseignement dit « libre » m'orienterait obligatoirement, indépendamment de mes convictions personnelles, agnostiques et favorables à l'école officielle, vers une loge « déiste » (!). Ensuite, lorsque mon mentor me fit savoir que je ne serais pas accepté dans une loge verviétoise en raison de l'opposition prévisible de certains mandataires politiques locaux (!). Enfin, lorsqu'un des hauts fonctionnaires qui se dévoilèrent à moi à l'époque m'expliqua gravement que mon entrée imminente dans la société me permettrait de comprendre les ressorts de certains dossiers et de certaines inimitiés (!). Mes anciens collaborateurs André, Francis, Henri et Alain, ou encore mon ancien collègue Joseph, savent que je respecte leurs convictions et leur engagement, au contraire de tous les militantismes religieux indistinctement, mais pour ma part après cette triple désillusion je décidai d'en rester là et de poursuivre mon chemin comme auparavant.

Le titre du recueil s'inspire d'une (trop) belle phrase extraite de la préface que m'avait donnée mon ami Messiaen en ouverture de mon *Pierre Fluche* : « Maître Joris aux fourneaux de l'histoire et qui plus est de l'histoire ouvrière, un repas de fête où se fondent saveurs connues et inconnues. Rien de trop lourd, pas de plats académiques en sauce épaisse, mais bien le subtil mélange des touches épicées de l'humanisme ». N'en jetez plus ! C'est en m'inspirant de cette métaphore trop aimable que j'ai pris plaisir à ordonner les textes comme dans un repas où chacun pourrait choisir à la carte de goûter ce qui lui plaira : après un apéritif et une mise en bouche comme il se doit, viennent d'abord tous les plats de cuisine belge, autrement dit les textes dépassant le cadre verviétois ; après un trou normand, les contributions à l'histoire ou au patrimoine local constituent les produits du terroir de la seconde partie, elle-même suivie, dans un autre registre, d'un dessert et même d'une mignardise.

Concluons. Même si je ne crois pas avoir encore atteint (mais est-ce un mal ?) la sérénité et la sagesse préconisées dans la belle pensée de Marc-Aurèle sur la sagesse, la volonté et la lucidité, je tente cependant de m'en inspirer, ce qui n'est pas toujours aisé lorsqu'on retrouve chaque jour ses indignations de jadis chez ses jeunes collaborateurs. Mais les années agissent. « Je serais tenté de dire que c'est entre cinquante et soixante ans que la vie d'un homme est la plus belle, la plus riche et surtout la plus enrichissante » écrivait voici peu Michel Fugain dans son autobiographie *Des rires et une larme*. « On est plus calme, plus serein et, sans qu'on se démobilise ou renonce à ses convictions les plus profondes, il y a un certain nombre de moulins à vent qu'on ne charge plus, lance en avant, comme un Don Quichotte ignorant la vanité de certains combats. Le regard que l'on a sur la société devient plus réservé. On s'étonne que des mensonges marchent encore et que des vérités essentielles ne soient pas dites ou pas entendues. Sans cynisme ni amertume, on constate avec un sourire teinté de tristesse que dans nos sociétés logiquement devenues marchandes, lorsque la merde se vend bien, les trous du cul prennent de la valeur. Et alors ? Que faire ? Continuer, c'est tout. Poursuivre la route que l'on aménage en même temps qu'on avance pour pouvoir être fier, en se retournant, d'avoir fait de la belle ouvrage ». Je ne sais si on peut dire cela des textes épars et forcément inégaux vers lesquels je me retourne ici, mais je les assume et je laisse le soin au lecteur d'en juger.